

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Michel Galin, militant du Parti Socialiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)

Directeur de publication:

- Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc, le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon 91790
tel.: 64.91.32.75

N° 50 décembre 1994
3è année de parution

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

UN CANDIDAT DE GAUCHE ... POUR FAIRE UNE POLITIQUE DE GAUCHE.

par Sylvie Mayer

L'écoute des attentes des électeurs devrait être une des qualités principales d'un candidat à la présidence de la république. Ce n'est décidément pas le cas de Jacques Delors, possible futur candidat. Qu'il s'agisse de l'inquiétante déclaration au Spiegel qui remet en cause sans état d'âme la souveraineté de la nation française, ou qu'il ironise sur certains acquis sociaux, il semble ne pas avoir pris le pouls du peuple de gauche qu'il devrait pourtant pouvoir représenter, s'il est, comme probable, le candidat du parti socialiste...

A l'entendre, il n'y a pas de politique alternative possible à celle du grand capital mise en oeuvre aujourd'hui par la droite, la seule retouche à faire serait de "partager le gâteau des salaires", les profits restant intouchables. Quant à l'Europe, il partage l'opinion du gouvernement allemand et de Balladur : il faut une Europe fédérale,

QUATRIEME SESSION DES PREMIERES ASSISES DE LA TRANSFORMATION SOCIALE. DERAPAGE.

par Amaury Couderc

Parce que je pense que les "Assises" au même titre que le "Pacte Unitaire" peuvent être des éléments permettant à la gauche de se retrouver dans sa pluralité et dans sa diversité il me semble utile d'analyser le déroulement de cette quatrième session.

Le "rate" de cette quatrième session montre bien que le parti socialiste, outre qu'il refuse de tirer le bilan, pensait avec la candidature de Jacques Delors avoir retrouvé son hégémonie sur la gauche.

Avec le retrait de sa candidature, la première tentative ouverte de recomposition politique du PS avec la droite centriste a échoué, par contre elle a précipité le discours d'un certain nombre de dirigeants socialistes sur la nécessité de changer d'alliance et de passer des accords avec la droite centriste organisée. Ce retrait peut, à court terme, aider à la clarification politique à l'intérieur même du PS. C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à faire le lien entre ces dernières "Assises" et le non-candidat Jacques Delors. En effet, ses idées et son "programme" restant complètement d'actualité parmi la plupart des dirigeants du PS, rien n'est réglé sur le fond... ../...

ultralibérale et militarisée, tournée d'abord vers les intérêts du patronat allemand.

N'y a-t-il décidément pas de place pour une politique de gauche dans ce pays, tant dans ses orientations économiques et sociales intérieures que dans ses relations internationales?

Comment faire pour que la gauche soit vraiment la gauche et réponde aux attentes de plus en plus exaspérées d'un nombre croissant de citoyens, face aux dégâts de la politique de droite et aux menaces d'aggravation si le mouvement populaire ne se renforce pas rapidement?

Nous avons en la matière quelques idées et propositions que nous souhaitons mettre en débat.

Ainsi, Robert Hue, candidat des communistes aux présidentielles propose que rapidement les salaires soient augmentés de 1000 francs au moins jusqu'à 15000 francs, étant entendu que le SMIC ne devrait pas être inférieur à 7500 francs. .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

UN CANDIDAT DE GAUCHE... POUR FAIRE UNE POLITIQUE DE GAUCHE.

suite

Dans le même temps, R. Hue propose que l'emploi des jeunes fasse l'objet de mesures prioritaires, par exemple transformer en emplois stables 500000 emplois précaires et attribuer à des jeunes 50% des centaines d'emplois qualifiés nécessaires tout de suite dans les services publics.

C'est possible. Augmenter de 1000 francs l'ensemble des salaires représente une somme de 200 milliards. On peut les comparer aux 1200 milliards de profits annuels des entreprises françaises. Ils seraient immédiatement réinjectés dans l'économie, lui apportant un véritable souffle d'oxygène, et permettant en retour de nouvelles créations d'emplois. Et les conflits actuels, hôpitaux, services publics, Pêchiney ou Alstom le montrent, tout comme les rares sondages qui ne sont pas consacrés aux cotes des futurs présidentiables : salaires et emplois liés correspondent bien aux attentes des français, particulièrement des jeunes qui veulent vivre et être reconnus.

Quant aux relations internationales de la France, elles doivent être totalement revues : la France peut-être partout, et c'est aussi une proposition de Robert Hue, l'avocat de la paix, du désarmement contrôlé, des droits de l'homme, d'un nouvel ordre mondial fondé sur la coopération. Et cela en commençant par l'ex Yougoslavie et l'Algérie vis-à-vis de laquelle nous avons une dette à payer.

Et pourquoi ne pas très vite convoquer un forum des nations d'Europe, prélude à une organisation régionale de l'ONU, instance de concertation et de coopération à l'échelle du continent? Face aux politiques désastreuses mises en oeuvre au nom de Maastricht dans quasiment tous les pays d'Europe, nul doute qu'une telle proposition serait favorablement accueillie par les peuples concernés. □

DERAPAGE.

suite

Lors de la première session le constat avait été fait que d'une part, tous les partis, toutes les forces de gauche et en particulier le PS, étaient au "pied du mur" et qu'ils ne feraient pas l'économie d'une réflexion critique sur les échecs de la décennie passée et la défaite électorale qui en a découlé.

On peut résumer les interventions lors de cette première session dans ces deux phrases :

- "Le parti socialiste a gouverné pendant une décennie, sa politique a été condamnée par notre peuple, mais toutes les leçons de l'échec n'ont pas été tirées." André Lajoie, PC.

- "Si le peuple et les électeurs de gauche ont abandonné leurs mandats, c'est parce que ceux-ci ne respectaient pas leur mandat." G. Filoche, LCR.

Moins de 20% des intervenants étaient venus là pour expliquer qu'il n'y avait pas d'"autre politique possible".

On pouvait considérer cette première session comme globalement positive...

La deuxième session des Assises à Rennes a permis de mesurer que lorsque la question posée était parmi celles que l'on peut qualifier de vraie question : "quelle économie pour l'emploi ?" les réponses et les propositions étaient pertinentes.

Là encore, même si des divergences profondes apparaissaient, il semblait qu'à de rares exceptions près, (les mêmes) tous les participants s'accordaient pour dire (certes avec des différences de ton) qu'une politique autre que la déflation compétitive ou la politique du "franc fort" était possible.

Un point fort à même semblé faire l'unanimité des intervenants, les 35 heures sans réduction de salaire.

En résumé, tous les intervenants s'accordaient pour dire qu'il y avait l'impérieuse nécessité de mettre en oeuvre une "autre politique" que celle menée pendant 10 ans par les socialistes au pouvoir.

On pouvait considérer cette deuxième session comme globalement positive.

Ces deux premières sessions avaient le mérite de créer les conditions d'une libre expression des organisations et des sensibilités de la gauche.

Toutefois, nous relevions dans le numéro 35 de "Rassembler à Gauche" en mai 94 que cette expression était **forcément limitée** par le simple fait qu'elle ne s'était donné **ni les moyens, ni l'objectif** de créer les conditions d'une **plate-forme commune à l'ensemble de la gauche** parce que cela impliquait bien sûr que le PS tire préalablement (en tant qu'organisation et non pas individuellement au cours de ces Assises) le véritable bilan des choix politiques passés, or il ne semblait pas que ce fut encore le cas.

A l'occasion de cette quatrième session, outre le fait que les travaux en atelier du samedi ont été très peu suivis puisque seulement quelques personnes ont occupé une salle clairsemée, la journée du dimanche après-midi a fait apparaître une manœuvre éhontée de transformer ces Assises en une opération de promotion de la candidature de Jacques Delors sur la base d'une "adresse" aux candidats.

Comme nous le rappelions dans le numéro 35 de "Rassembler à Gauche" de mai 94, et comme la plate-forme librement approuvée par les participants le précisait, de même que l'"adresse" distribuée le samedi le rappelait aussi : **les gauches et les écologistes ont pu débattre sur le fond, parce que s'est fait jour une volonté commune de DEMEURER ELOIGNE DES ENJEUX ELECTORAUX A COURT TERME.**

Il est bien évident que la présence d'un grand nombre de participants à ces Assises était liée à cette condition et qu'en aucune manière les débats des sessions précédentes n'avaient créé les conditions de réalisation d'une "adresse" ou charte à soumettre aux candidats à l'élection présidentielle.

En ce qui me concerne, je le regrette, cela aurait pu, et même aurait dû, être un but assigné à ces Assises, mais il n'en a pas été décidé ainsi au départ et il est tout à fait inacceptable que le "comité de pilotage" (où toutes les sensibilités présentes .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

DERAPAGE.

suite

dans le débat ne sont pas représentées) ait décidé unilatéralement de dévoyer l'objectif et le but de cette quatrième session des premières Assises.

Sur la forme, cette démarche est donc inadmissible. Le refus de Marie-Georges Buffet représentant le PCF de participer à la grand-messe du dimanche après-midi en faveur de la candidature Delors est tout à fait compréhensible; Dominique Voynet et Georges Sarre, plutôt que de se faire siffler à la tribune, auraient dû s'inspirer de cette démarche.

Sur le fond, on voit bien que ce texte avait été entièrement rédigé pour coller à la candidature de Jacques Delors. Les huit points de cette "adresse" sont tous suffisamment flous et, en ne donnant aucune directive précise, pouvaient sans nul doute servir de base à un candidat comme J. Delors sans qu'il ne renie rien de ses positions centristes.

Un exemple :

Article II de l'"adresse" au candidat :

Dans ce cadre, la réduction du temps de travail, sans répondre à tout, doit à présent être mise en oeuvre. Une redistribution des richesses doit être effectuée au bénéfice des salaires et des emplois non du seul capital et de la spéculation.

Rédigé ainsi cet article permettait à Jacques Delors d'approuver ce texte puisqu'il n'engage à rien et que J. Delors est contre les 35 heures sans réduction de salaire.

N'aurait-il pas été infiniment plus clair et plus simple de dire :

Article II : les candidats s'engagent à mettre en oeuvre les 35 heures sans réduction de salaire.

Les huit autres articles de cette "adresse" sont tous de la même veine et aucun n'aborde les sujets sur le fond et ne demande d'engagement concret du candidat sur aucun des thèmes abordés.

Par contre, cette "adresse" passait soigneusement sous silence les points sur lesquels Jacques Delors s'est clairement exprimé dans son livre "l'Unité d'un Homme" et qui me paraissent essentiels pour juger de la candidature d'un homme qui se réclame de la gauche et du Parti Socialiste.

Quelques exemples tirés de l'ouvrage de Jacques Delors :

Sur les salaires et les prix

J.D. : il n'est plus possible de maintenir l'indexation des salaires sur les prix, il faut que toutes les catégories sociales se sentent responsables dans la lutte contre l'inflation (page 40).

Sur les avantages acquis

J.D. : une partie des forces de gauche a tort en se cramponnant aux avantages acquis (page 72).

Perle de rhétorique...

Les privilèges selon Jacques Delors

J.D. : des groupes ont des privilèges : la sécurité de l'emploi, un système de retraite, des compensations lorsqu'ils sont malades. Ils ne se rendent pas compte qu'en conservant ces avantages ils privent la société des moyens d'aller à la rencontre des besoins des plus démunis (page 84).

Sur la santé (du luxe !)

J.D. : le système français est particulièrement luxueux en matière de santé (page 85).

Sur la sécurité sociale

J.D. : il faut se demander si ce n'est pas à l'impôt de financer une part du manque des systèmes de sécurité sociale. Nous devons absolument alléger le coût du travail (page 85).

Sur la retraite

J.D. : mais l'une des erreurs faite en France a été de ne pas expliquer qu'au-delà d'un minimum décent il fallait faire appel à la retraite par capitalisation (page 86).

Pour les retraités, il aurait fallu en même temps éduquer les citoyens pour les amener à faire eux-mêmes un effort de prévoyance individuelle (page 90).

A quoi correspond le minimum décent? Le RMI peut-être?

Sur le temps de travail

J.D. : nous devons tout au long de la vie exercer un travail salarié, retourner en formation, avoir une ou deux années sabbatiques et amener ainsi des gens de 65 ans à continuer de travailler (page 119).

A, B, C, D, E comme EUROPE.

par Jacques Adrien

A comme Allouis-y, B comme Balladur, C comme Chirac, D comme Delors; voilà un début d'alphabet pro-Maastrichien pour la prochaine élection présidentielle. Bien sûr, on aurait tendance, une bien fameuse tendance, à mettre d'un côté les candidats de droite et de l'autre côté Jacques Delors pour la gauche.

Commençons par la droite. Chirac et Balladur se disent différents sur leur appréciation de l'Europe, l'un fédéraliste, l'autre moins; mais tout ceci n'est qu'une poudre aux yeux destinée à cacher leur unanimité autour d'une Europe du Capital où la notion même d'Etat disparaît au profit de celle de Supranationalité.

Après le B et le C, continuons par le D de Delors. Comment des hommes et des femmes de gauche peuvent-ils d'emblée faire confiance à cet homme qui, en tant que président de la Commission Européenne, prône une Europe libérale? Non, je me refuse à soutenir ce candidat au seul prétexte qu'il serait le seul à battre les candidats de droite Edouard Balladur ou Jacques Chirac.

Que toutes les véritables forces de gauche se rencontrent et je reste certain que tout reste possible, y compris de battre la droite avec un candidat de rassemblement, mais surtout un programme de gauche s'appuyant sur le monde du Travail et non celui du Capital.

Continuons l'alphabet par la lettre E, un E majuscule comme Europe, mais une Europe Sociale où chaque homme, chaque pays y trouvera sa juste place. Cela reste encore possible par un Grand Rassemblement à Gauche. □

Pour boucler 94 il nous manque 4000 fr.

Le meilleur cadeau de Noël que vous puissiez nous faire serait d'éponger ce petit déficit.

50 ou mieux 100 fr pour aborder 1995 dans les meilleures conditions.

Merci d'avance.

La rédaction.

DÉRAPAGE.

suite

Sur les contrats de travail

J.D. : on ne peut pas, dans une période de forte incertitude, obliger les entreprises à ne conclure que des contrats à durée indéterminée (page 125).

Sur le logement social

J.D. : je me demande si on ne devrait pas supprimer la taxe sur le logement social, la taxe d'apprentissage, la taxe sur la formation permanente et les remplacer par une seule taxe sur l'emploi qui serait par exemple de 2,5 à 3% des salaires et dont on pourrait exonérer les entreprises... (page 126).

Les études et les jeunes

J.D. : en ce qui concerne les jeunes, le prolongement des études pour tous n'est pas une panacée... (page 126). En général, le niveau de vie est suffisant (l'allocation de bourse aidant) pour que le jeune puisse aller étudier à cent ou deux cents kilomètres du lieu où il habite. Du point de vue strictement de l'égalité des chances, ce n'est pas un problème (page 128).

Sur les privatisations

J.D. : si j'avais à faire une privatisation en France, ce serait celle des télécommunications (page 108).

Les agents des "télécom" apprécieront.

Sur les délocalisations

J.D. : nos entreprises doivent être en mesure de nouer des relations avec des firmes étrangères et d'investir là où le marché mondial offre des opportunités (page 164).

Sur sa conception de la démocratie

J.D. : le jour où les frères socialistes membres d'un parti politique viennent au gouvernement, ils doivent être le **POUVOIR**, et se situer comme Pouvoir par rapport aux organisations et ne pas considérer qu'ils les représentent... (page 40).

Sans commentaire... La boucle est bouclée...

Il paraît évident que les réponses apportées par Jacques Delors, tant sur la santé, la sécurité sociale, les retraites, le logement social, les jeunes, les délocalisations, les privatisations et pour terminer sa conception de l'élu dans notre démocratie ne sont pas susceptibles de rallier la gauche pour gouverner ce pays, je ne suis même pas certain qu'elles auraient rallié la totalité du Parti Socialiste!...

Si l'on ajoute à la confusion des idées une confusion encore plus grande, celle des alliances pour gouverner demain le pays sur les bases des propositions de Jacques Delors, on voit bien que ce programme ne peut être développé et approuvé que par le centre et une partie des socialistes. On comprend mieux alors l'intervention de Michel Rocard qui propose de substituer au débauchage individuel des centristes un accord organisationnel avec eux.

Cet appel du pied aux centristes organisés n'ayant reçu que peu d'échos, Balladur occupant lui-même ce créneau (il est toujours plus efficace d'avoir l'original que la copie!), il est parfaitement logique que Jacques Delors ait renoncé faute d'être en mesure de réunir une majorité pour gouverner. La première tentative ouverte de recomposition politique du PS avec la droite centriste a échoué.

Les socialistes privés de dessert.

Les faits ont la dent dure, les réalités sont incontournables, tous les petits marquis, la cohorte bélangère des petits machiavels de village (sic) qui ont cru qu'il serait possible de faire l'impasse sur le bilan de 10 ans de gouvernement en se dissimulant derrière l'homme providentiel et en s'alliant avec le centre, se voient TOUS renvoyés à la case départ. Il serait grandement temps pour eux de tirer ce bilan permettant une nouvelle donne à gauche, mais il ne semble pas à écouter leurs commentaires que ce temps là soit venu...

Peut-on faire boire des ânes qui n'ont pas soif?... (sic)

S'appuyer sur ce qui existe.

Malgré un environnement médiatico-politique qui tente de dévoyer le débat vers la politique la plus politicienne qui soit, il faut bien reconnaître, qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, que seul Robert Hue aborde les véritables problèmes posés aux citoyens et tente avec eux d'y apporter des réponses.

Même si l'on regrette les conditions de la désignation de Robert Hue et l'incapacité du PCF à tenter de rechercher les bases d'une candidature qui ne se serait pas limitée au seul PCF mais aurait pu rassembler derrière R. Hue toute la gauche anti-Maastricht et anti-libérale (à l'image de Gauche Unie en Espagne), je reste persuadé qu'en l'état actuel des choses et de la gauche Robert Hue devient objectivement et par défaut le candidat du rassemblement pour la mise en oeuvre d'une autre politique, une vraie politique de gauche. □

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO

La valse des milliards

En trois ans, la part de cotisation sociale du patronat a été allégée de 132 milliards. Celui-ci affiche une dette de 90 milliards à la sécurité sociale, et dans le même temps le chômage a progressé de 430 000 personnes, tandis que les entreprises annoncent en 1993 un bénéfice de 1 200 milliards...

La PAC en 1995 : logique destructrice.

L'Europe mène des millions d'hectares en jachère...

La Russie manque de céréales, la récolte céréalière russe accuse un déficit

de 20% sur l'année passée; la production d'engrais a chuté de 40% depuis 1990.
- Bruxelles applique les règlements.

Espagne.

Julio Anguita, coordinateur général d'Isquierda Unida (Gauche Unie) a été réélu dimanche à l'unanimité.
La coalition Gauche Unie, troisième formation espagnole aux élections européennes après le PSOE et le Parti Populaire, avait obtenu 13,45% des voix et 9 sièges au parlement européen (contre 6,2% et 4 députés en 1989).

Droit de vote aux élections municipales.

Au parlement européen, René Piquet a dénoncé la discrimination qui frappe les ressortissants d'autres pays que ceux de l'Union Européenne et qui pourtant vivent et travaillent depuis de longues années dans nos communes.
« La démocratie, pour progresser, a besoin de la présence responsable de tous ceux qui contribuent au développement de la société. »

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO